



CGT SPIP 64 :
PROJET DE LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE
UNE ATTAQUE INADMISSIBLE AU STATUT DE
FONCTIONNAIRE

Le secrétaire d'État Olivier DUSSOPT a reçu le vendredi 22 mars 2019 à la préfecture des Pyrénées Atlantiques une cinquantaine d'agents des fonctions Publiques d'État et Territoriale pour échanger autour du projet de loi relatif à la réforme de la fonction publique.

Lors d'une brève présentation, M.DUSSOPT a énoncé les mesures phares de cette réforme.

Ne cherchez pas, Vous ne trouverez rien sur l'augmentation du point d'indice ou sur une éventuelle augmentation des effectifs. Aucune perspective d'amélioration en vue.

Vous ne trouverez aucune mesure visant à améliorer la qualité du service rendu au public.

A croire que c'est le dernier de leur souci.

En revanche, si vous êtes curieux de savoir comment le gouvernement va s'y prendre pour démanteler la fonction publique et le statut des fonctionnaires, suivez le plan.

→ *L'objectif de la suppression de 120 000 Postes de fonctionnaires est confirmé.*

→ *Le recours accru aux contractuels (CDD, Contrat de Projet).*

→ *La Fusion des instances représentatives des personnels et la création d'une instance unique de dialogue social (CT).*

Sa parfaite maîtrise de la langue de bois politicienne a permis à M.DUSSOPT de réussir l'exercice périlleux d'annoncer à des fonctionnaires la destruction de leurs acquis sociaux, la fin de leur statut tout en préservant le calme dans la salle.

Cette matinée fut intéressante sur ce point puisqu'elle a permis de mettre en exergue le danger que représente cette « novlangue » politicienne sur les débats.

En vidant les mots de leur sens, en jouant sur leur contradiction, en usant de slogan, cette langue de bois bloque la réflexion et par conséquent toute forme de résistance.

Les hommes politiques actuels ne sont plus dans le mensonge, ils détruisent le langage.

De la même manière que notre ministre de la Justice veut nous faire croire que la loi anti-casseur sert à protéger le droit de manifester, de la même manière que notre président de la République veut nous faire croire que la suppression de l'ISF s'inscrit dans le cadre d'une politique de justice sociale, M.DUSSOPT veut nous faire croire que :

- C'est pour lutter contre la précarité qu'est créé le contrat de Projet dans la fonction publique (Contrat équivalent au contrat de chantier dans la secteur privé)
- C'est pour favoriser la prévention des risques psychosociaux qu'est supprimée l'instance social en charge de ces question le CHSTC.
- C'est pour rendre la fonction publique plus attractive que le recrutement des contractuels est privilégié.

Vous voyez, c'est à en perdre son latin !!

Mais de quoi parle-t-on au Juste ??

Quels sont les Objectifs réels visés par cette réforme ??

Selon M.DUSSOPT, cette réforme vise à moderniser la fonction publique, à l'adapter aux enjeux actuels.

Ne nous y trompons pas, il s'agit ici de l'adapter aux exigences du marché (alignement sur le secteur privé, flexibilité, rémunération au mérite, précarité des contrats) et ça, les agents du secteur publics ne peuvent l'accepter car ils savent que les principes du marché ne sont pas compatibles avec l'exercice de leur mission : Servir l'intérêt général.

Nous ne y trompons pas, en s'attaquant au statut général des fonctionnaires, le gouvernement opère un changement de paradigme décisif.

Le système actuel, qui garantit la stabilité de l'emploi des fonctionnaires, protège l'administration des aléas du jeu politique et économique à la différence du système de l'emploi prôné par cette réforme.

Désormais, le fonctionnaire sera affecté à un des emplois du service public et n'aura pas vocation à faire carrière au sein de la fonction publique.

Dans ce système, un nouveau gouvernement doit pouvoir compter sur la loyauté partisane des fonctionnaires, et donc remplacer ceux qui sont en place par « des fidèles ».

Dans ce nouveau système, les missions du fonctionnaire ne seront plus de servir l'intérêt général mais de satisfaire aux commandes politiques.

**PAR CETTE RÉFORME, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À L'UN DES DERNIERS
BASTIONS QUI ÉCHAPPE À LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE.
CETTE RÉFORME EST HAUTEMENT POLITIQUE PRESQUE IDÉOLOGIQUE.**

**POUR LA DÉFENSE D'UN SERVICE PUBLIC DIGNE DE CE NOM..
MOBILISONS NOUS !**

A Pau, le 28/03/ 2019

La CGT SPIP 64